

## WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS

### COUR D'ARBITRAGE

F. 92 — 2227

[C — 21245]

Arrêt n° 56/92 du 9 juillet 1992

Numéro du rôle : 327

*En cause* : le recours en annulation de l'article 8, alinéas 2 et 3, de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, introduit par l'Exécutif régional wallon.

La Cour d'arbitrage, composée du juge faisant fonction de président J. Wathelet, du président J. Delva et des juges D. André, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior et P. Martens, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le juge faisant fonction de président J. Wathelet,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet de la demande*

Par requête du 23 septembre 1991 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 septembre 1991 et reçue au greffe le 25 septembre 1991, l'Exécutif régional wallon, représenté par son Ministre-Président, dont le cabinet est à Namur, 42 rue de Fer, demande l'annulation de l'article 8, alinéas 2 et 3, de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales publiée au *Moniteur belge* du 26 juin 1987.

#### II. *La procédure*

Par ordonnance du 25 septembre 1991 le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la présente loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi spéciale susdite par lettres recommandées à la poste le 11 octobre 1991 remises aux destinataires les 14, 15 et 16 octobre 1991.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 15 octobre 1991.

La ville de Huy, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, dont les bureaux sont à 4500 Huy, en l'Hôtel de ville, l'association intercommunale sous forme de société coopérative Iverlek, dont le siège est établi à Malines, en l'Hôtel de ville, ayant élu domicile au cabinet de Me P. Van Ommeslaghe, avocat à la Cour de cassation, avenue Louise 113, à 1050 Bruxelles, la société coopérative Intercommunale d'électricité du Hainaut (en abrégé I.E.H.), dont le siège est établi à Charleroi, en l'Hôtel de ville, ayant élu domicile au cabinet de Me Ph. Gérard, avocat à la Cour de cassation, avenue Louise 113, à 1050 Bruxelles, l'Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (en abrégé A.I.E.G.), dont le siège est établi à 5670 Viroinval, en l'Hôtel de ville, la commune d'Erquelinnes, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, dont les bureaux sont à Erquelinnes, en la Maison communale, ayant élu domicile au cabinet de Me P. Van Ommeslaghe, avocat à la Cour de cassation, précité, et la ville de Thuin, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, dont les bureaux sont établis à Thuin, en l'Hôtel de ville, ayant élu domicile au cabinet de Me P. Van Ommeslaghe, avocat à la Cour de cassation, précité, ont chacun introduit un mémoire sur base de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, par lettres recommandées à la poste respectivement, les trois premières le 13 novembre 1991 et les trois suivantes le 14 novembre 1991.

L'Exécutif flamand, rue Joseph-II 30, à 1040 Bruxelles a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 26 novembre 1991.

Copies de ces mémoires ont été transmises conformément à l'article 89 de la loi organique par lettres recommandées à la poste le 18 décembre 1991 et remises aux destinataires les 19 et 20 décembre 1991.

La société Iverlek, la ville de Huy et l'Exécutif régional wallon ont chacun introduit un mémoire en réponse par lettres recommandées à la poste, respectivement le 15 janvier 1992, le 16 janvier 1992 et le 20 janvier 1992.

Par ordonnance du 7 février 1992 la Cour a prorogé jusqu'au 24 septembre 1992 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

La ville de Huy a fait parvenir une « note d'observation » par lettre recommandée à la poste le 1er juin 1992.

Par ordonnance du 13 mai 1992, le président I. Pétry s'étant déclarée empêchée de siéger en la présente affaire pour cause de la proximité de la cessation de ses fonctions, il a été constaté qu'elle est remplacée par le juge J. Wathelet.

Par ordonnance du 13 mai 1992 la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 4 juin 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 13 mai 1992 remises aux destinataires le 14 mai 1992.

A l'audience du 4 juin 1992 :

— ont comparu :

l'Exécutif régional wallon, représenté par Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège;

l'Exécutif flamand, représenté par Me G. Schoeters loco Me P. Devers, avocats du barreau de Gand;

la ville de Thuin, la commune d'Erquelinnes et l'association coopérative intercommunale Iverlek, représentées par Me Ph. Gérard loco Me G. Van Ommeslaghe, avocats à la Cour de cassation;

la s.c. Intercommunale d'électricité du Hainaut (I.E.H.), représentée par Me Ph. Gérard, avocat à la Cour de cassation;

la ville de Huy, représentée par Me Ph. Fraipont, avocat du barreau de Liège;

l'Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.) représentée par Me E. Gillet, en nom personnel et loco Me P. Lambert, avocats du barreau de Bruxelles.

- les juges P. Martens et L.P. Suetens ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. Les faits et la procédure antérieure

Par son arrêt n° 5/91 du 26 mars 1991, la Cour, répondant à une question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat a dit :

« l'article 8, alinéas 2 et 3, de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales viole les règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, sauf :

- 1° en tant qu'il s'applique à une commune qui déciderait de confier pour l'ensemble de son territoire un objet d'intérêt communal à une seule régie;
- 2° en tant qu'il a trait aux communes composant l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.»

L'Exécutif régional wallon demande l'annulation de la disposition dont la Cour a constaté l'inconstitutionnalité.

### IV. En droit

#### Sur la recevabilité

B.1. Aux termes de l'article 4 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, « un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 26 bis de la Constitution par le Conseil des ministres ou par l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région lorsque :

1° (...)

2° la Cour, statuant sur une question préjudicielle a déclaré que cette loi, ce décret ou cette règle visée à l'article 26 bis de la Constitution viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1er. Le délai prend cours à la date de la notification de l'arrêt rendu par la Cour, selon le cas, au Premier Ministre et aux présidents des Exécutifs;

3° (...).»

L'arrêt n° 5/91 a été notifié au Président de l'Exécutif régional wallon le 28 mars 1991. La requête en annulation, introduite le 24 septembre 1991, est recevable.

#### Sur le fond

A.1. L'Exécutif régional wallon demande à la Cour d'annuler l'article 8, alinéas 2 et 3, de la loi du 22 décembre 1986, dans les mêmes limites que celles qu'elle a précisées dans le dispositif de l'arrêt n° 5/91. Aucune des parties intervenantes ne conteste que cette annulation doit être prononcée.

A.2. Les parties intervenantes demandent à la Cour soit de faire usage de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, soit d'ajouter une limitation supplémentaire à la portée de l'annulation demandée.

A.2.1. Les intercommunales I.E.H., IVERLEK et A.I.E.G., de même que la Ville de Thuin et la Commune d'Erquelinnes demandent à la Cour de maintenir les effets de la disposition entreprise, tantôt jusqu'au 26 mars 1991, date du prononcé de l'arrêt n° 5/91, tantôt jusqu'à la date de publication de cet arrêt au *Moniteur belge*. Elles expliquent leur intérêt à une telle demande par la circonstance que des retraits de rationalisation qui les concernent ont eu lieu avant l'arrêt n° 5/91. L'effet rétroactif qui s'attache aux arrêts d'annulation pourrait remettre en cause de tels retraits et, par conséquent, leur causer un grave préjudice.

A.2.2. L'Exécutif régional wallon est d'avis qu'il convient de maintenir définitivement les effets de la disposition dont elle demande l'annulation « pour tous les retraits décidés sur sa base avant le prononcé de l'arrêt d'invalidité du n° 5/91 du 26 mars 1991. »

A l'audience du 4 juin 1992, l'Exécutif a suggéré, par la voix de son conseil, que la Cour maintienne ces effets jusqu'au prononcé de l'arrêt d'annulation, dans la mesure où elle consacrerait la compétence des Régions à l'égard des intercommunales interrégionales.

A.2.3. La Ville de Huy, quant à elle, s'est retirée de l'intercommunale Intermosane le 27 juin 1991, soit après le prononcé et après la publication de l'arrêt n° 5/91. Elle demande de maintenir les effets de la disposition entreprise jusqu'à la publication de l'arrêt d'annulation à intervenir. Elle fait valoir, dans son mémoire en réponse, que faire coïncider le maintien des dispositions éventuellement annulées avec la date de publication de l'arrêt n° 5/91, « d'une part (...) reviendrait à lui conférer a posteriori une autorité absolue de chose jugée qu'il ne pouvait avoir, et, d'autre part entretiendrait une confusion entre l'effet ex tunc d'un arrêt d'annulation et le maintien des effets d'une norme annulée. »

La Ville de Huy présente toutefois sa demande comme subsidiaire par rapport à celle qui sera exposée au A.2.4. ci-après.

A.2.4. A titre principal, la Ville de Huy demande que la Cour maintienne l'application de l'article 8, alinéas 2 et 3, de la loi du 22 décembre 1986 « en ce qu'il a trait à une commune qui fait partie d'une intercommunale dont le ressort dépasse les limites d'une même région et qui déciderait de confier pour l'ensemble de son territoire un objet d'intérêt communal à une seule intercommunale. » Elle expose, pour justifier son intérêt, que la société coopérative intercommunale INTERMOSANE, dont elle s'est retirée le 27 juin 1991, compte la commune de Fourons parmi ses associés et qu'elle a donc un ressort dépassant les limites de la Région wallonne. Si l'article 8, alinéas 2 et 3, de la loi du 22 décembre 1986 continue de s'appliquer aux intercommunales interrégionales, l'article 100 des statuts d'INTERMOSANE, qui s'inspire des dispositions précitées, ne sera pas affecté par leur annulation.

Pour contester qu'une Région soit compétente à l'égard des intercommunales dont le territoire s'étend sur plusieurs régions, elle fait remarquer que les décrets qui ont été pris par la Communauté flamande et par la Région wallonne mentionnent qu'ils ne s'appliquent qu'aux intercommunales qui n'excedent pas le territoire de la Région. Elle invoque aussi que c'est l'Etat qui continue d'exercer la tutelle sur les intercommunales birégionales : l'article 20 de la loi du 20 décembre 1986 a été abrogé expressément par l'article 41, § 2, du décret de la Région wallonne du 20 juillet 1989 mais, selon elle, il « subsiste incontestablement en ce qu'il s'applique aux intercommunales dont le ressort dépasse les limites d'une seule région. »

A.2.5. L'Exécutif régional wallon s'oppose à cette demande. Selon lui, elle méconnaît la compétence normative des Régions, reconnue par les arrêts nos 3 et 5/91 de la Cour. Il ajoute que, de ce que la Région a limité le champ d'application de son décret du 5 novembre 1987 aux intercommunales dont le ressort ne dépasse pas les limites de

la Région wallonne, il ne peut être déduit que celle-ci aurait abdiqué ses compétences. Il fait observer que l'exercice de la compétence normative des Régions à l'égard des intercommunales interrégionales est aujourd'hui facilité par le recours aux accords de coopération.

*Quant à la demande d'annulation*

B.2. Aux termes de l'article 19, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980, le décret règle les matières visées aux articles 4 à 11, sans préjudice des compétences que la Constitution réserve à la loi.

Selon l'article 108, alinéa 4, de la Constitution, « Plusieurs provinces ou plusieurs communes peuvent s'entendre ou s'associer, dans les conditions ou suivant le mode à déterminer par la loi, pour régler et gérer en commun des objets d'intérêt provincial ou communal (...) ».

B.3. Il en résulte que, sous réserve d'une habilitation spéciale et expresse donnée aux Communautés et aux Régions par les lois de réformes institutionnelles, les conditions et modalités d'association des provinces et/ou des communes sont déterminées par le législateur national.

B.4. L'article 6, § 1er, VIII, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose que les Régions sont compétentes pour « les modalités de fonctionnement, le contrôle et la fixation du ressort des associations de communes, ainsi que l'application des lois organiques relatives à ces associations. »

Cette disposition opère donc un partage de compétence normative entre l'Etat et les Régions :

a) la compétence normative des Régions à l'égard des associations de communes est limitée aux modalités de fonctionnement, au contrôle et à la fixation du ressort des associations;

b) la compétence normative de l'Etat à l'égard des associations de communes comprend tout autre objet relatif à ces associations, et notamment les conditions d'affiliation à une association intercommunale et les conditions de retrait d'une telle association.

B.5. En attribuant aux Régions la compétence de fixer, sur leur territoire, le ressort des intercommunales, la loi spéciale ne les a pas habilitées à contraindre des communes à s'associer.

La loi spéciale n'a pas ôté au pouvoir national la compétence de déterminer en général les conditions auxquelles les communes peuvent s'affilier à ces associations ou s'en retirer. Certes, la détermination de ces conditions a nécessairement une incidence, de manière indirecte, sur le nombre de communes dont tout ou partie du territoire est desservi par une intercommunale. Mais les normes de fixation du ressort entretiennent avec l'étendue du territoire desservi un rapport plus étroit que ne l'est cette incidence inévitable. Ce sont les normes qui ont pour objet même l'étendue du territoire à desservir, ainsi que celles qui sont prises spécifiquement en considération de cet objet.

B.6. L'article 8, alinéa 2 et alinéa 3, de la loi du 22 décembre 1986 dispose comme suit :

« Si un même objet d'intérêt communal au sens de l'article 1er est confié dans une même commune à plusieurs intercommunales ou régies, la commune peut décider de le confier pour l'ensemble de son territoire à une seule d'entre elles moyennant l'accord de toutes les parties intéressées ou, à défaut d'un tel accord, unilatéralement.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa précédent, les conditions prévues à l'alinéa 1er, à l'exclusion de celle relative à la réparation d'un dommage éventuel, ne sont pas applicables aux retraits qui s'ensuivent, lesquels s'effectuent nonobstant toute disposition statutaire. »

B.7. Les dispositions entreprises ont pour objet de rendre immédiatement possible que le territoire des intercommunales coïncide avec le territoire entier des communes associées. A cette fin, elles permettent aux communes visées d'étendre, au besoin unilatéralement, le territoire desservi par une intercommunale; de plus, si elles rendent possible le retrait immédiat d'une commune qui entend ne rester affiliée qu'à une seule intercommunale, c'est seulement à la condition que l'objet en cause soit confié à celle-ci pour l'ensemble de son territoire. Elles ont donc pour objet la détermination de l'étendue de la zone géographique où les intercommunales peuvent exercer leurs activités. Elles doivent dès lors être considérées comme des normes de fixation du ressort d'intercommunales, sauf en tant qu'elles s'appliquent à une commune qui déciderait de confier, pour l'ensemble de son territoire, un objet d'intérêt communal à une régie.

*Quant à l'étendue de l'excès de compétence*

B.8. La loi spéciale ne détermine pas de façon expresse quelle est l'autorité compétente pour les modalités de fonctionnement, le contrôle et la fixation du ressort des intercommunales dans lesquelles sont associées des communes situées dans plusieurs Régions.

Il ne s'ensuit cependant pas que le législateur national serait resté compétent en la matière.

B.9. La compétence résiduelle de l'Etat ne pourrait être utilement invoquée puisque la matière est explicitement attribuée aux Régions par l'article 6, § 1er, VIII, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980. La question se pose non parce qu'une partie de la matière n'aurait pas été attribuée mais parce que l'application de la règle se heurte à des difficultés d'ordre territorial.

B.10. La norme litigieuse s'adresse directement aux communes et concerne exclusivement les conditions dans lesquelles celles-ci peuvent opérer un retrait de rationalisation. Sans doute est-il souhaitable que les conditions d'un tel retrait ne diffèrent pas fondamentalement, au sein d'une même intercommunale, selon la Région à laquelle appartient la commune qui se retire. Une réglementation différenciée n'est cependant pas à ce point impraticable qu'il faille, pour en éviter les inconvénients, enlever aux Régions une compétence que la loi spéciale leur attribue.

Par ailleurs, il n'apparaît pas que la reconnaissance d'une compétence nationale serait le seul moyen de combler un éventuel vide juridique puisque l'article 92bis, introduit dans la loi spéciale du 8 août 1980 par la loi spéciale du 8 août 1988, permet aux Régions de conclure des accords de coopération portant notamment sur l'exercice conjoint de compétences propres.

B.11. En ce qui concerne le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, il y a lieu de relever qu'au moment de l'adoption de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, le législateur national était toujours compétent, en matière de fixation du ressort, sans préjudice de l'intervention du comité ministériel de la Région bruxelloise en vertu de la loi du 20 juillet 1979 et de ses arrêtés d'application, notamment, en l'espèce, l'arrêté royal du 6 juillet 1979 (IX) délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés où une politique différenciée se justifie.

Depuis la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, il appartient aux organes compétents de la Région de Bruxelles-Capitale de régler la fixation du ressort des intercommunales.

Il s'ensuit que, lorsqu'il a été adopté, l'article 8, alinéas 2 et 3, n'était pas entaché d'excès de compétence en tant qu'il s'applique aux communes composant l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

*Quant au maintien des effets des dispositions annulées*

B.12. Afin de garantir la sécurité juridique, il convient de maintenir les effets des dispositions annulées jusqu'à la date de publication du présent arrêt au *Moniteur belge*, sauf ceux qui concernent la cause qui a donné lieu à l'arrêt n° 5/91 du 26 mars 1991 rendu sur question préjudicielle.

Par ces motifs,

La Cour

Annule l'article 8, alinéas 2 et 3, de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, sauf :

1° en tant qu'il s'applique à une commune qui déciderait de confier pour l'ensemble de son territoire un objet d'intérêt communal à une seule régie;

2° en tant qu'il a trait aux communes composant l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Maintient les effets des dispositions annulées jusqu'à la date de publication du présent arrêt au *Moniteur belge*, sauf ceux qui concernent la cause qui a donné lieu à l'arrêt n° 5/91.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 9 juillet 1992.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen.

Le président,

J. Wathelet.

## ARBITRAGEHOF

N. 92 — 2227

[C — 21245]

Arrest nr. 56/92 van 9 juli 1992

Rolnummer 327

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 8, tweede en derde lid, van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, ingesteld door de Waalse Gewestexecutieve.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit waarnemend voorzitter rechter J. Wathelet en voorzitter J. Delva, en de rechters D. André, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior en P. Martens, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van waarnemend voorzitter rechter J. Wathelet,

wijst na beraad het volgende arrest :

### I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift van 23 december 1991, aan het Hof verzonden bij op 24 september 1991 ter post aangetekende brief en op 25 september 1991 ter griffie ontvangen, vordert de Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door haar Minister-Voorzitter, wiens kabinet gevestigd is te Namen, rue de Fer 42, de vernietiging van artikel 8, tweede en derde lid, van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1987.

### II. Rechtspleging

Bij beschikking van 25 september 1971 heeft de voorzitter in functie, conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, de leden van de zetel aangewezen.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen toepassing diende te worden gemaakt van de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet.

Van het beroep is conform artikel 76 van de voormelde wet kennisgeving gedaan bij op 11 oktober 1991 ter post aangetekende brieven, op 14, 15 en 16 oktober 1991 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 oktober 1991.

De stad Hoei, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, met kantoren te 4500 Hoei, op het Stadhuis, de intercommunale vereniging in de vorm van een coöperatieve vennootschap Iverlek, met zetel te Mechelen, op het Stadhuis, woonplaats kiezende op het kantoor van Mr. P. Van Ommeslaghe, advocaat bij het Hof van Cassatie, Louizalaan 113, 1050 Brussel, de coöperatieve vennootschap Intercommunale d'électricité du Hainaut (afgekort I.E.H.), met zetel te Charleroi, op het Stadhuis, woonplaats kiezende op het kantoor van Mr. Ph. Gérard, advocaat bij het Hof van Cassatie, Louizalaan 113, 1050 Brussel, de Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (afgekort A.I.E.G.), met zetel te 5670 Viroinval, op het Stadhuis, de gemeente Erquelinnes, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, met kantoren te Erquelinnes, op het Gemeentehuis, woonplaats kiezende op het kantoor van Mr. P. Van Ommeslaghe, advocaat bij het Hof van Cassatie, voornoemd, en de stad Thuin, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, met kantoren te Thuin, op het Stadhuis, woonplaats kiezende op het kantoor van Mr. P. Van Ommeslaghe, advocaat bij het Hof van Cassatie, voornoemd, hebben elk een memorie ingediend op grond van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, bij ter post aangetekende brieven respectievelijk op 13 november 1991 voor de eerste drie en op 14 november 1991 voor de drie volgende.

De Vlaamse Executieve, Jozef II-sstraat 30, te 1040 Brussel, heeft bij op 26 november 1991 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet zijn afschriften van die memories overgezonden bij op 18 december 1991 ter post aangetekende brieven, die op 19 en 20 december 1991 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

De vennootschap Iverlek, de stad Hoei en de Waalse Gewestexecutieve hebben elk een memorie van antwoord ingediend bij ter post aangetekende brieven, respectievelijk op 15 januari 1992, 16 januari 1992 en 20 januari 1992.

Bij beschikking van 7 februari 1992 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, tot 24 september 1992 verlengd.

Bij op 1 juni 1992 ter post aangetekende brief heeft de stad Hoei een « nota met opmerkingen » neergelegd.

Bij beschikking van 13 mei 1992 heeft voorzitter I. Pétry, gelet op de nabijheid van haar ambtsneerlegging, gezegd dat zij verhinderd is om in onderhavige zaak te zetelen en vastgesteld dat zij vervangen wordt door rechter J. Wathelet.

Bij beschikking van 13 mei 1992 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en bepaald dat de zaak voorkomt op de terechtzitting van 4 juni 1992.

Van die beschikking is aan de partijen kennisgegeven, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 13 mei 1992 ter post aangetekende brieven, die op 14 mei 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Op de terechtzitting van 4 juni 1992 :

— zijn verschenen :

de Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik;

de Vlaamse Executieve, vertegenwoordigd door Mr. G. Schoeters loco Mr. P. Devers, advocaten bij de balie te Gent;

de stad Thuin, de gemeente Erquelines en de intercommunale coöperatieve vennootschap Iverlek, vertegenwoordigd door Mr. Th. Gerard loco Mr. P. Van Ommeslaghe, advocaten bij het Hof van Cassatie;

de coöperatieve vennootschap Intercommunale d'électricité du Hainaut (I.E.H.), vertegenwoordigd door Mr. Ph. Gérard, advocaat bij het Hof van Cassatie;

de stad Hoei, vertegenwoordigd door Mr. Ph. Fraipont, advocaat bij de balie te Luik;

de Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.), vertegenwoordigd door Mr. E. Gillet, in eigen naam en loco Mr. P. Lambert, advocaten bij de balie te Brussel.

— hebben de rechters P. Martens en L.P. Suetens verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

### III. De feiten en de voorafgaande rechtspleging

In zijn arrest nr. 5/91 van 26 maart 1991 heeft het Hof, als antwoord op een door de Raad van State gestelde prejudiciële vraag, geantwoord :

« artikel 8, tweede en derde lid, van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales schendt de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, behoudens :

1° in zoverre het voor een gemeente geldt die mocht beslissen voor haar gehele grondgebied een activiteit van gemeentelijk belang aan één regie op te dragen;

2° in zoverre het op gemeenten betrekking heeft die tot het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad behoren. »

De Waalse Gewestexecutieve vraagt de vernietiging van de bepaling waarvan het Hof de ongrondwettigheid heeft vastgesteld.

### IV. In rechte

#### De ontvankelijkheid

B.1. Artikel 4 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof bepaalt :

« Voor de Ministerraad of voor de Executieve van een Gemeenschap of van een Gewest staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel, wanneer :

1° (...)

2° het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel één van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat in op de datum van de kennisgeving van het door het Hof gewezen arrest aan, al naar het geval, de Eerste Minister en aan de voorzitters van de Executieven;

3° (...) ».

Van arrest nr. 5/91 is op 28 maart 1991 kennis gegeven aan de Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve. Het op 24 september 1991 ingediende verzoekschrift is ontvankelijk.

#### Ten gronde

A.1. De Waalse Gewestexecutieve vraagt aan het Hof artikel 8, tweede en derde lid, van de wet van 22 december 1986 te vernietigen, met dezelfde beperkingen als in het dictum van arrest nr. 5/91. Geen enkele van de tussenkomende partijen betwist dat die vernietiging moet worden uitgesproken.

A.2. De tussenkomende partijen vragen aan het Hof, ofwel gebruik te maken van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, ofwel een bijkomende beperking aan de draagwijdte van de gevraagde vernietiging toe te voegen.

A.2.1. De intercommunales I.E.H., Iverlek en A.I.E.G., evenals de stad Thuin en de gemeente Erquelines vragen aan het Hof de gevolgen van de aangevochten bepaling te handhaven, nu eens tot 26 maart 1991, datum van de uitspraak van het arrest nr. 5/91, dan weer tot de datum van de bekendmaking van dat arrest in het *Belgisch Staatsblad*. Zij verklaren hun belang bij zulk een verzoek door het feit dat er vóór het arrest nr. 5/91 uitredingen uit rationaliseringsoverwegingen zijn geweest. De terugwerking van vernietigingsarresten zou zulke uitredingen in het geding kunnen brengen en bijgevolg hun een ernstig nadeel kunnen berokkenen.

A.2.2. De Waalse Gewestexecutieve is van mening dat de gevolgen van de bepaling waarvan zij vernietiging vraagt, definitief moeten worden gehandhaafd « voor alle uitredingen waartoe op basis van die bepaling is beslist vóór de uitspraak van het arrest van ongeldigverklaring nr. 5/91 van 26 maart 1991. »

Op de terechtzitting van 4 juni 1992 heeft de Executieve bij monde van haar raadsman voorgesteld dat het Hof de gevolgen zou handhaven tot de uitspraak van het vernietigingsarrest, in de mate waarin het de bevoegdheid van de Gewesten ten aanzien van de interregionale intercommunales zou bevestigen.

A.2.3. De stad Hoei van haar kant heeft zich uit de intercommunale Interminosane teruggetrokken op 27 juni 1991, dus na de uitspraak en na de bekendmaking van het arrest nr. 5/91. Zij vraagt de gevolgen van de aangevochten bepaling te handhaven tot de bekendmaking van het te wijzen vernietigingsarrest. Zij doet in haar memorie van antwoord gelden dat het doen samenvallen van de handhaving van de eventueel vernietigde bepalingen met de datum van de bekendmaking van arrest nr. 5/91, « er enerzijds (...) zou op neerkomen dat er a posteriori een absoluut gezag van gewijsde wordt aan verleend die het niet kon hebben, en, anderzijds, een verwarring zou in stand houden tussen het gevolg ex tunc van een vernietigingsarrest en de handhaving van de gevolgen van een vernietigde norm. »

De stad Hoei stelt die vraag evenwel subsidiair ten opzichte van het verzoek dat hierna onder A.2.4. zal worden uiteengezet.

A.2.4. Primair vraagt de stad Hoei dat het Hof de toepassing van artikel 8, tweede en derde lid, van de wet van 22 december 1986 zou handhaven « in zover het betrekking heeft op een gemeente die deel uitmaakt van een intercommunale waarvan het ambtsgebied de grenzen van één zelfde Gewest overschrijdt en die mocht beslissen voor haar gehele grondgebied een activiteit van gemeentelijk belang aan één intercommunale op te dragen ». Om van haar belang te doen blijken stelt zij dat de intercommunale samenwerkende vennootschap Interminosane, waaruit zij zich op 27 juni 1991 heeft teruggetrokken, de gemeente Voeren onder haar aangesloten leden telt en

dat zij dus een ambtsgebied heeft dat de grenzen van het Waalse Gewest overschrijdt. Mocht artikel 8, tweede en derde lid, van de wet van 22 december 1986 van toepassing blijven op de interregionale intercommunales, dan zal artikel 100 van de statuten van Intermosane, dat op de voormelde artikelen is gebaseerd, door de vernietiging van die artikelen niet worden aangetast.

Om de bevoegdheid van een Gewest ten aanzien van intercommunales waarvan het grondgebied zich over meer dan één Gewest uitstrekt, te betwisten, doet zij opmerken dat de decreten die door de Vlaamse Gemeenschap en het Waalse Gewest zijn genomen, vermelden dat zij slechts van toepassing zijn op de intercommunales die het grondgebied van het Gewest niet overschrijden. Zij voert ook aan dat de Staat het toezicht op de biregionale intercommunales blijft uitoefenen : artikel 20 van de wet van 22 december 1986 is uitdrukkelijk opgeheven door artikel 41, § 2, van het decreet van het Waalse Gewest van 20 juli 1989 maar, volgens haar « blijft het onbetwistbaar voortbestaan in zover het van toepassing is op de intercommunales waarvan het ambtsgebied de grenzen van één enkel Gewest overschrijdt ».

A.2.5. De Waalse Gewestexecutieve verzet zich tegen dat verzoek. Volgens haar is het in strijd met de normatieve bevoegdheid van de Gewesten, die door het Hof in zijn arresten nrs. 3 en 5/91 is erkend. Uit het feit dat het Waalse Gewest de toepassingsfeer van zijn decreet van 5 november 1987 heeft beperkt tot de intercommunales waarvan het ambtsgebied de grenzen van het Gewest niet overschrijdt, kan volgens de Executieve niet worden afgeleid dat het Waalse Gewest van zijn bevoegdheden afstand zou hebben gedaan. Zij doet opmerken dat de uitoefening van de normatieve bevoegdheid van de Gewesten ten aanzien van de interregionale intercommunales thans wordt vergemakkelijkt door de samenwerkingsakkoorden.

*Ten aanzien van de vordering tot vernietiging*

B.2. Naar luid van artikel 19, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 regelt het decreet de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 4 tot 11, onverminderd de bevoegdheden die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden.

Artikel 108, vierde lid van de Grondwet bepaalt :

« Verscheidene provincies of verscheidene gemeenten mogen zich met elkaar verstaan of zich verenigen, onder de voorwaarden en op de wijze door de wet te bepalen, om zaken van provinciaal belang of van gemeentelijk belang gemeenschappelijk te regelen en te beheren (...) ».

B.3. Daaruit volgt dat, behoudens een bijzondere en uitdrukkelijke door de wetten tot hervorming der instellingen aan de Gemeenschappen en de Gewesten toegekende machtiging, de voorwaarden en de wijze waarop provincies en/of gemeenten zich mogen verenigen, door de nationale wetgever worden bepaald.

B.4. Artikel 6, § 1, VIII, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet bepaalt dat de Gewesten bevoegd zijn voor « de werkwijze, de controle en de vaststelling van het ambtsgebied van de verenigingen van gemeenten » alsmede voor « de toepassing van de organieke wetten betreffende die verenigingen ».

Die bepaling verdeelt dus de normatieve bevoegdheid tussen de Staat en de Gewesten :

a) de normatieve bevoegdheid van de Gewesten ten aanzien van de verenigingen van gemeenten is beperkt tot de werkwijze, de controle en de vaststelling van het ambtsgebied van die verenigingen;

b) de normatieve bevoegdheid van de Staat ten aanzien van verenigingen van gemeenten omvat iedere andere aangelegenheid in verband met die verenigingen, en met name de voorwaarden voor toetreding tot of terugtrekking uit intercommunale verenigingen.

B.5. Door aan de Gewesten de bevoegdheid toe te wijzen op hun grondgebied het ambtsgebied van intercommunales vast te stellen heeft de bijzondere wet de Gewesten niet gemachtigd gemeenten ertoe te dwingen zich te verenigen.

De bijzondere wet heeft de nationale overheid de bevoegdheid niet ontnomen in het algemeen de voorwaarden te bepalen waaronder gemeenten tot verenigingen kunnen toetreden of uittreden. Weliswaar heeft het vaststellen van die voorwaarden noodzakelijkerwijze een indirecte invloed op het aantal gemeenten waarvan het grondgebied geheel of gedeeltelijk door een intercommunale wordt bediend. Maar de normen voor de vaststelling van het ambtsgebied staan met de omvang van het bediende grondgebied nauwer in verband dan die onvermijdelijke weerslag. Het zijn de normen die juist als onderwerp hebben de omvang van het te bedienen grondgebied en de normen die specifiek met het oog op dat onderwerp zijn vastgesteld.

B.6. Artikel 8, tweede en derde lid, van de wet van 22 december 1986, bepaalt :

« Indien een zelfde activiteit van gemeentelijk belang in de zin van artikel 1, in een zelfde gemeente aan verschillende intercommunales of regies toevertrouwd is, mag de gemeente beslissen die activiteit, voor haar gehele grondgebied, toe te vertrouwen aan één enkele onder hen, mits alle belanghebbende partijen daarmee instemmen of, bij gebreke van die instemming, eenzijdig.

In de onderstellingen beschreven in het vorige lid, zijn de voorwaarden bepaald in het eerste lid, met uitzondering van die betreffende de vergoeding van een eventuele schade, niet van toepassing op de uittredingen die plaatshebben en die geschieden niettegenstaande iedere andersluidende statutaire bepaling. »

B.7. De aan het Hof onderworpen bepalingen hebben tot doel onmiddellijk mogelijk te maken dat het grondgebied van de intercommunales met het gehele grondgebied van de ervan deel uitmakende gemeenten samenvalt. Daartoe stellen ze de bedoelde gemeenten in de gelegenheid, zo nodig eenzijdig, het door een intercommunale bediende grondgebied uit te breiden; wat meer is, ook al maken zij het onmiddellijke uittreden mogelijk van een gemeente die nog enkel bij één intercommunale wil aangesloten blijven, toch kan dat enkel mits de betrokken activiteit aan die intercommunale voor haar gehele grondgebied wordt toevertrouwd. Die bepalingen behelzen dus de vaststelling van de omvang van het gebied waar de intercommunales hun activiteiten mogen uitoefenen. De bepalingen moeten derhalve aangemerkt worden als normen voor de vaststelling van het ambtsgebied van intercommunales, behoudens in zoverre zij van toepassing zijn op een gemeente die mocht beslissen voor geheel haar grondgebied een activiteit van gemeentelijk belang aan een regie op te dragen.

*Ten aanzien van de omvang van de bevoegdheidsoverschrijding*

B.8. De bijzondere wet bepaalt niet uitdrukkelijk welke overheid bevoegd is voor de werkwijze, de controle en de vaststelling van het ambtsgebied van de intercommunales waarbij gemeenten zijn aangesloten die in verschillende Gewesten gelegen zijn.

Daaruit volgt evenwel niet dat de nationale wetgever in die aangelegenheid bevoegd gebleven is.

B.9. De residuaire bevoegdheid van de Staat zou niet nuttig kunnen worden aangevoerd omdat de aangelegenheid door artikel 6, § 1, XIII, 1<sup>o</sup> van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 uitdrukkelijk aan de Gewesten is toegewezen. De vraag is aan de orde, niet omdat een gedeelte van de aangelegenheid niet zou zijn toegewezen, maar omdat de toepassing van de regel stuit op moeilijkheden van territoriale aard.

B.10. De aangevochten norm richt zich rechtstreeks tot de gemeenten en heeft uitsluitend betrekking op de voorwaarden waaronder zij om rationaliseringsredenen uit een intercommunale kunnen treden. Het is ongetwijfeld wenselijk dat de voorwaarden voor zulk een uittreding in eenzelfde intercommunale niet fundamenteel

verschillen naar gelang van het Gewest waartoe de gemeente die zich terugtrekt behoort. Niettemin is zulk een onderscheiden reglementering niet dermate onuitvoerbaar dat, om de nadelen daarvan te vermijden, aan de Gewesten een bevoegdheid zou moeten worden ontnomen die hen door de bijzondere wet is toegekend.

Overigens blijkt niet dat het erkennen van een nationale bevoegdheid het enige middel zou zijn om een eventueel juridisch vacuum op te vullen vermits artikel 92bis, § 1, dat door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is ingevoerd, de Gewesten toestaat samenwerkingsakkoorden te sluiten die meer bepaald betrekking hebben op de gezamenlijke uitoefening van eigen bevoegdheden.

B.11. Wat het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad betreft, dient te worden opgemerkt dat bij de invoering van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, de nationale wetgever nog altijd bevoegd was inzake vaststelling van het ambtsgebied, onverminderd het optreden van het Ministercomité van het Brusselse Gewest krachtens de wet van 20 juli 1979 en de toepassingsbesluiten ervan, met name ten deze het koninklijk besluit van 6 juli 1979 (IX) tot afbakening van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen, waarin een gedifferentieerd beleid verantwoord is.

Sedert de invoering van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, komt het regelen van de vaststelling van het ambtsgebied van de intercommunales aan de desbevoegde organen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toe.

Daaruit volgt dat, artikel 8, tweede en derde lid, op het ogenblik van de uitvaardiging ervan, niet door bevoegdheidsoverschrijding was aangetast voor zover het van toepassing is op de gemeenten van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

*Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen van de vernietigde bepalingen*

B.12. Teneinde de rechtszekerheid te waarborgen, dienen de gevolgen van de vernietigde bepalingen te worden gehandhaafd totde datum van de bekendmaking van het huidige arrest in het *Belgisch Staatsblad*, behalve die welke de zaak betreffen die aanleiding heeft gegeven tot het op prejudiciële vraag gewezen arrest nr. 5/91 van 26 maart 1991.

Om die redenen,

Het Hof

Vernietigt artikel 8, tweede en derde lid, van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, behoudens :

1° in zoverre het voor een gemeente geldt die mocht beslissen voor haar gehele grondgebied een activiteit van gemeentelijk belang aan één regie op te dragen;

2° in zoverre het betrekking heeft op gemeenten van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen tot de datum van bekendmaking van het huidige arrest in het *Belgisch Staatsblad*, behalve die welke de zaak betreffen die aanleiding heeft gegeven tot het arrest nr. 5/91.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 9 juli 1992.

De griffier,  
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,  
J. Wathelet.

### SCHIEDSHOF

D. 92 — 2227

[C — 21245]

Urteil nr. 56/92 vom 9. Juli 1992

Geschäftsverzeichnissr. 327

In *Sachen* : Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 8 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 über die Interkommunalen, erhoben von der Wallonischen Regionalexekutive.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem als Vorsitzender amtierenden Richter J. Wathelet, dem Vorsitzenden J. Delva und den Richtern D. André, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior und P. Martens, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des als Vorsitzender amtierenden Richters J. Wathelet,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

#### I. Gegenstand der Klage

Durch Klageschrift vom 23. September 1991, die dem Schiedshof durch einen am 24. September 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt wurde und am 25. September 1991 bei der Kanzlei einging, erhebt die Wallonische Regionalexekutive, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten mit Amtssitz in 5000 Namur, rue de Fer 42, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 8, Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 über die Interkommunalen, das am 26. Juni 1987 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde.

#### II. Das Verfahren

Durch Anordnung vom 25. September 1991 hat der amtierende Vorsitzende die Mitglieder der Besetzung gemäß Artikel 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof ernannt.

Die referierenden Richter haben geurteilt, daß es im vorliegenden Fall keinen Anlaß zur Anwendung von Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes gibt.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des genannten Gesetzes mit am 11. Oktober 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten jeweils am 14., 15. und 16. Oktober 1991 zugestellt wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des genannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 15. Oktober 1991.

Die Stadt Huy, vertreten durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium mit Amtssitz im Rathaus zu 4500 Huy, die interkommunale Vereinigung in der Rechtsform einer Genossenschaft Iverlek, mit Sitz im Rathaus zu Mecheln, die ihr Domizil in der Kanzlei von RA P. Van Ommeslaghe, Rechtsanwalt beim Kassationshof, avenue Louise 113 zu 1050 Brüssel gewählt hat, die Genossenschaft Intercommunale d'électricité du Hainaut (abgekürzt I.E.H.), mit Sitz im Rathaus zu Charleroi, die ihr Domizil in der Kanzlei von RA Ph. Gérard, Rechtsanwalt beim Kassationshof, avenue Louise 113 zu 1050 Brüssel gewählt hat, die Association

intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (abgekürzt A.I.E.G.), mit Sitz im Rathaus zu 5670 Viroinval, die Gemeinde Erquelinnes, vertreten durch ihr Bürgermeister- und Schöffenkollegium, mit Amtssitz im Rathaus zu Erquelinnes, die ihr Domizil in der Kanzlei des vorgenannten RA P. Van Ommeslaghe, Rechtsanwalt beim Kassationshof gewählt hat, und die Stadt Thuin, vertreten durch ihr Bürgermeister- und Schöffenkollegium, mit Amtssitz im Rathaus zu Thuin, das sein Domizil in der Kanzlei des vorgenannten RA P. Van Ommeslaghe, Rechtsanwalt beim Kassationshof gewählt hat, haben jeweils eine Klageschrift unter Zugrundelegung von Artikel 87, Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof eingereicht, wobei die drei ersten am 13. November 1991 und die drei folgenden am 14. November 1991 durch bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefe bei der Kanzlei eingingen.

Die Flämische Exekutive, rue Joseph-II 30, in 1040 Brüssel hat einen Schriftsatz durch einen am 26. November 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief eingereicht.

Gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes sind die Abschriften dieser Schriftsätze mit am 18. Dezember 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen übermittelt und den Adressaten am 19. und 20. Dezember 1991 zugestellt worden.

Die Gesellschaft Iverlek, die Stadt Huy und die Wallonische Regionalexekutive haben jeweils einen Erwidierungsschriftsatz am 15. Januar 1992, am 16. Januar 1992 und am 20. Januar 1992 durch bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefe eingereicht.

Durch Anordnung vom 7. Februar 1992 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 24. September 1992 verlängert.

Die Stadt Huy hat eine « Stellungnahme » durch einen am 1. Juni 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt.

Durch Anordnung vom 13. Mai 1992 wurde festgehalten, daß die Vorsitzende I. Pétry sich angesichts ihres bevorstehenden Ausscheidens aus ihrem Amt als verhindert erklärt hat, in der vorliegenden Angelegenheit der Besetzung anzugehören, und daß sie durch Richter J. Wathelet ersetzt wird.

Durch Anordnung vom 13. Mai 1992 hat der Hof die Sache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 4. Juni 1992 anberaumt.

Von dieser Anordnung sind die Parteien in Kenntnis gesetzt worden und sie und ihre Anwälte durch am 13. Mai 1992 bei der Post aufgegebenen und den Adressaten am 14. Mai 1992 zugestellte Einschreibebriefe über den Sitzungstermin informiert worden.

Zur Sitzung vom 4. Juni 1992

— erschienen :

die Wallonische Regionalexekutive, vertreten durch RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen;

die Flämische Exekutive, vertreten durch RA G. Schoeters loco RA P. Devers, in Gent zugelassen;

die Stadt Thuin, die Gemeinde Erquelinnes und die interkommunale Genossenschaft Inverlek, vertreten durch RA Ph. Gérard loco RA G. Van Ommeslaghe, in Kassationshof zugelassen;

die Genossenschaft Intercommunale d'électricité du Hainaut (I.E.H.), vertreten durch RA Ph. Gérard, beim Kassationshof zugelassen;

die Stadt Huy, vertreten durch RA Ph. Fraipont, in Lüttich zugelassen;

die Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.), vertreten durch Herrn E. Gillet, in seinem eigenen Namen und loco Herrn P. Lambert, in Brüssel zugelassen;

— erstatteten die Richter P. Martens und L.P. Suetens Bericht;

— wurden die Ausführungen der vorgenannten Rechtsanwälte angehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren verlief gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Schiedshof beziehen.

### III. Sachverhalt und vorangegangenes Verfahren

In seinem Urteil Nr. 5/91 vom 26. März 1991 hat der Schiedshof in Antwort auf eine präjudizielle Frage des Staatsrates erklärt :

« Artikel 8, Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 über die Interkommunalen verletzt die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften, außer :

1. soweit er für eine Gemeinde gilt, die entscheiden sollte, für ihr gesamtes Gebiet eine Tätigkeit von kommunalem Interesse einer einzigen Regie anzuvertrauen;

2. soweit er sich auf Gemeinden bezieht, die zum Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt gehören. »

Die Wallonische Regionalexekutive beantragt die Nichtigerklärung der Vorschrift, deren Verfassungsmäßigkeit vom Schiedshof bestätigt wurde.

### IV. In rechtlicher Beziehung

Was die Zulässigkeit betrifft

B.1. Artikel 4 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof bestimmt folgendes :

« Dem Ministerrat und den Exekutiven der Gemeinschaften und Regionen wird eine neue sechsmonatige Frist für die Erhebung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekretes oder einer in Artikel 26 bis der Verfassung erwähnten Regel eröffnet, wenn :

1° (...)

2° der Schiedshof auf eine ihm zur Vorabentscheidung vorgelegte Frage erklärt hat, daß dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese in Artikel 26 bis der Verfassung erwähnte Regel gegen eine Regel oder einen Verfassungsartikel verstößt, auf die sich Artikel 1 bezieht. Die Frist läuft ab dem Datum, ab dem das vom Schiedshof gefällte Urteil dem Premierminister bzw. den Vorsitzenden der Exekutive notifiziert wird;

3° (...). »

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive ist am 28. März 1991 über den Urteilsspruch Nr. 5/91 unterrichtet worden. Die am 24. September 1991 erhobene Klage auf Nichtigerklärung ist zulässig.

Zur Hauptsache

A.1. Die Wallonische Regionalexekutive ersucht den Schiedshof, Artikel 8, Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 unter den gleichen Einschränkungen wie jenen, die sie im verfügbaren Teil des Urteils Nr. 5/91 hat gelten lassen, für nichtig zu erklären. Keine der intervenierenden Parteien bestreitet die Notwendigkeit dieser Nichtigerklärung.



A.2. Die intervenierenden Parteien ersuchen den Schiedshof, entweder Artikel 8, Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof anzuwenden oder eine zusätzliche Einschränkung der Tragweite der beantragten Nichtigkeitsurteile zu lassen.

A.2.1. Die interkommunalen Gesellschaften I.E.H., Iverlek und A.I.E.G. sowie die Stadt Thuin und die Gemeinde von Erquelinnes ersuchen den Schiedshof, die Folgen der angefochtenen Bestimmung aufrechtzuerhalten, einerseits bis zum 26. März 1991, Zeitpunkt der Verkündung des Urteils Nr. 5/91, andererseits bis zum Zeitpunkt der Veröffentlichung dieses Urteils im *Belgischen Staatsblatt*. Sie erklären ihr Interesse an diesem Gesuch durch den Umstand, daß die sie betreffenden Rationalisierungsrücktritte vor der Verkündung des Urteils Nr. 5/91 erfolgt sind. Die Rückwirkung von Nichtigkeitsurteilen könnte derartige Rücktritte in Frage stellen und ihnen folglich erheblichen Schaden zufügen.

A.2.2. Die Wallonische Regionalexekutive ist der Ansicht, daß die Folgen der Bestimmung, um deren Nichtigkeitsurteilung sie ersucht, definitiv aufrechterhalten bleiben sollten für « alle Rücktritte, die aufgrund der entsprechenden Bestimmung vor der Urteilsverkündung auf Ungültigkeit Nr. 5/91 vom 26. März 1991 beschlossen wurden ».

Auf der Sitzung vom 4. Juni 1992 hat die Exekutive den Vorschlag über ihren Rechtsanwalt unterbreitet, daß der Hof die Folgen bis zur Verkündung des Nichtigkeitsurteils aufrechterhalten sollte, insofern er die Zuständigkeit der Regionen hinsichtlich der interregionalen Interkommunalen bestätigen würde.

A.2.3. Die Stadt Huy hat sich ihrerseits am 27. Juni 1991 aus der Interkommunalen Interkommune zurückgezogen, d.h. nach der Verkündung und nach der Veröffentlichung des Urteils Nr. 5/91. Sie ersucht um die Aufrechterhaltung der Folgen der angefochtenen Bestimmung bis zur Veröffentlichung des bevorstehenden Nichtigkeitsurteils. In ihrem Erwidierungsschriftsatz macht sie geltend, daß die Übereinstimmung der Aufrechterhaltung der möglicherweise für nichtig erklärten Bestimmungen mit dem Zeitpunkt der Veröffentlichung des Urteils Nr. 5/91 « einerseits (...) auf die nachträgliche Verleihung einer absoluten Rechtskraft hinausläuft, die ihm nicht zusteht, und andererseits eine Verwirrung zwischen der Wirkung ex tunc eines Nichtigkeitsurteils und der Aufrechterhaltung der Folgen einer für nichtig erklärten Norm bewirken würde. »

Die Stadt Huy stellt diesen Antrag jedoch im untergeordneten Verhältnis zu dem, was unter Punkt A.2.4. nachstehend erläutert wird.

A.2.4. Hauptsächlich ersucht die Stadt Huy darum, daß der Hof die Anwendung von Artikel 8, Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 aufrechterhält, « in dem Maße, wo er sich auf eine Gemeinde bezieht, die einer Interkommunalen angehört, deren Ressort die Grenzen einer selben Region überschreitet und die beschließen würde, einer einzigen Interkommunalen eine Tätigkeit von kommunalem Interesse für ihr gesamtes Gebiet zu übertragen ». Im Sinne der Begründung ihres Interesses erläutert sie, daß die interkommunale Genossenschaft Interkommune, aus der sie sich am 27. Juni 1991 zurückgezogen hat, die Gemeinde Fourons zu ihren Partnern zählt und daß sie folglich über Zuständigkeiten verfügt, die die Grenzen der Wallonischen Region übertreffen. Sollte Artikel 8, Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 weiterhin auf die interregionalen Interkommunalen angewandt werden, wird Artikel 100 der Satzung von Interkommune, der auf den genannten Artikeln beruht, nicht von dieser Nichtigkeitsurteilung betroffen.

Im Sinne der Anfechtung der Zuständigkeit einer Region hinsichtlich von Interkommunalen, deren Gebiet sich über mehrere Regionen erstreckt, stellt sie fest, daß in den Dekreten, die von der Flämischen Gemeinschaft und von der Wallonischen Gemeinschaft erlassen wurden, erklärt wird, daß sie ausschließlich auf Interkommunalen Anwendung finden, die das Gebiet der Region nicht überschreiten. Sie macht gleichfalls geltend, daß der Staat weiterhin die Aufsicht über die biregionalen Interkommunalen ausübt: Artikel 20 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 ist ausdrücklich durch Artikel 41, Absatz 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 20. Juli 1989 aufgehoben worden, aber ihr zufolge « bleibt er unangefochten aufrechterhalten, insofern er auf jene Interkommunalen Anwendung findet, deren Ressort die Grenzen einer einzigen Region überschreitet. »

A.2.5. Die Wallonische Regionalexekutive widersetzt sich diesem Antrag. Ihr zufolge verkennt dieser die normative Zuständigkeit der Regionen, die in den Urteilen Nrn. 3 und 5/91 des Hofes anerkannt werden. Sie fügt hinzu, daß aus der Tatsache, daß die Wallonische Region den Anwendungsbereich ihres Dekrets vom 5. November 1987 auf jene Interkommunalen beschränkt hat, deren Ressort die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet, nicht geschlossen werden kann, daß diese ihre Zuständigkeiten abgetreten habe. Sie stellt fest, daß die Ausübung der normativen Zuständigkeit der Regionen gegenüber interregionalen Interkommunalen heute durch die Heranziehung von Kooperationsabkommen vereinfacht wird.

#### *Was die Klage auf Nichtigkeitsurteilung betrifft*

B.2. Laut Artikel 19, § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 regelt das Dekret die Angelegenheiten, auf die sich die Artikel 4 bis 11 beziehen, unbeschadet der durch die Verfassung dem Gesetz vorbehaltenen Zuständigkeiten.

Artikel 108, Absatz 4 der Verfassung bestimmt folgendes: « Mehrere Provinzen oder mehrere Gemeinden dürfen sich unter den Bedingungen und in der Weise, die durch Gesetz bestimmt werden, verständigen oder zusammenschließen, um Angelegenheiten von provinzialem oder von kommunalem Interesse gemeinsam zu regeln und zu verwalten (...) ».

B.3. Daraus ergibt sich, daß außer einer besonderen und ausdrücklichen, durch die Gesetze zur Reform der Institutionen den Gemeinschaften und Regionen erteilten Ermächtigung die Bedingungen und Modalitäten des Zusammenschlusses von Provinzen und/oder Gemeinden vom Nationalgesetzgeber bestimmt werden.

B.4. Artikel 6, § 1, VIII, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes bestimmt, daß die Regionen für « die Arbeitsweise, die Kontrolle und die Festlegung des Ressorts der Vereinigungen von Gemeinden » sowie für « die Anwendung der organisierenden Gesetze bezüglich dieser Vereinigungen » zuständig sind.

Diese Bestimmung verteilt also die normative Zuständigkeit zwischen Staat und Regionen:

a) Die normative Zuständigkeit der Regionen angesichts der Vereinigungen von Gemeinden beschränkt sich auf die Arbeitsweise, die Kontrolle und die Festlegung des Ressorts dieser Vereinigungen.

b) Die normative Zuständigkeit des Staates angesichts der Vereinigungen von Gemeinden umfaßt jede andere Angelegenheit in bezug auf diese Vereinigungen, und namentlich die Bedingungen des Beitritts zu bzw. des Rücktritts aus interkommunalen Vereinigungen.

B.5. Indem das Sondergesetz den Regionen die Zuständigkeit erteilt hat, auf ihrem Gebiet das Ressort von Interkommunalen festzulegen, hat es die Regionen nicht dazu ermächtigt, Gemeinden zum Zusammenschluß zu zwingen.

Das Sondergesetz hat der nationalen Behörde nicht die Zuständigkeit entzogen, im allgemeinen die Bedingungen, unter denen die Gemeinden Vereinigungen beitreten oder davon zurücktreten können, zu bestimmen. Zwar beeinflusst das Festlegen der Bedingungen zwangsläufig indirekt die Anzahl der Gemeinden, deren Gebiet ganz oder teilweise von einer Interkommunalen bedient wird, aber die Normen zur Festlegung des Ressorts stehen mit dem Umfang des bedienten Gebietes in einem engeren Zusammenhang als diese unvermeidliche Auswirkung. Es sind die Normen, die eben den Umfang des zu bedienenden Gebietes zum Gegenstand haben, und die Normen, die besonders im Hinblick auf diesen Gegenstand festgelegt worden sind.

B.6. Artikel 8, Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 schreibt folgendes vor :

« Wenn ein selber Gegenstand von kommunalem Interesse im Sinne des Artikels 1 in einer selben Gemeinde mehreren Interkommunalen oder Regien anvertraut wird, kann die Gemeinde entscheiden, ihn für ihr gesamtes Gebiet einer von ihnen anzuvertrauen, wenn die Genehmigung aller beteiligten Parteien vorliegt, bzw. - in Ermangelung dieses Einverständnisses - einseitig.

In den im vorigen Absatz genannten Hypothesen gelten die in Absatz 1 vorgeschriebenen Bedingungen mit Ausnahme derjenigen bezüglich der Wiedergutmachung eines eventuellen Schadens nicht für die darauf folgenden Rücktritte, die trotz aller Satzungsbestimmungen durchgeführt werden. »

B.7. Die fraglichen Bestimmungen haben zum Ziel, es unmittelbar zu ermöglichen, daß das Gebiet der Interkommunalen mit dem gesamten Gebiet der an ihnen beteiligten Gemeinden zusammenfällt. Zu diesem Zweck versetzen sie die genannten Gemeinden in die Lage, nötigenfalls einseitig das von einer Interkommunalen bediente Gebiet zu erweitern; außerdem, auch wenn sie den unmittelbaren Rücktritt einer Gemeinde ermöglichen, die nur noch einer einzigen Interkommunalen angeschlossen sein will, ist dies nur insofern möglich, als die diesbezügliche Tätigkeit dieser Interkommunalen für ihr gesamtes Gebiet anvertraut wird. Diese Bestimmungen umfassen also die Festlegung des Umfangs des Gebietes, wo die Interkommunalen ihre Tätigkeiten ausüben dürfen. Die Bestimmungen sind also als Normen zur Festlegung des Ressorts von Interkommunalen zu betrachten, außer insofern, als sie auf eine Gemeinde anwendbar sind, die sich dafür entscheiden sollte, für ihr gesamtes Gebiet eine Tätigkeit von kommunalem Interesse einer Regie anzuvertrauen.

*Was den Umfang der Zuständigkeitsüberschreitung betrifft*

B.8. Das Sondergesetz schreibt keine zuständige Behörde für die Funktionsmodalitäten, Kontrolle und Festlegung des Ressorts der Interkommunalen vor, unter denen Gemeinden angeschlossen sind, die in mehreren Regionen gelegen sind.

Dies bedeutet jedoch nicht, daß der nationale Gesetzgeber weiterhin die Zuständigkeit dieses Bereichs trägt.

B.9. Die verbleibende Zuständigkeit des Staates könnte nicht nutzbringend herangezogen werden, da dieser Bereich den Regionen ausdrücklich durch Artikel 6, Absatz 1, VIII, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980 übertragen wird. Die Frage stellt sich, nicht weil ein Teilbereich nicht übertragen worden wäre, sondern vielmehr weil die Anwendung der Vorschriften auf Hindernisse territorialen Ausmaßes stößt.

B.10. Die angefochtene Norm wendet sich direkt an die Gemeinden und betrifft ausschließlich Bedingungen, unter denen diese einen Rationalisierungsrücktritt vornehmen dürfen. Zweifellos wäre es wünschenswert, die Bedingungen für einen derartigen Rücktritt in ein und derselben Interkommunalen nicht grundsätzlich von der Region abhängig zu machen, der die sich zurückziehende Gemeinde angehört. Eine differenzierte Regelung ist jedoch nicht in dem Maße unpraktizierbar, wo die Regionen - um nachteilige Auswirkungen zu vermeiden - eine Zuständigkeit abtreten müßten, die ihnen durch das Sondergesetz übertragen wird.

Ferner scheint die Anerkennung einer nationalen Zuständigkeit nicht das einzige Mittel darzustellen, um ein eventuelles juristisches Vakuum zu überbrücken, daß Artikel 92 bis, der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 in das Sondergesetz vom 8. August 1980 eingeführt wurde, es den Regionen ermöglicht, Kooperationsabkommen abzuschließen, die u.a. auf die gemeinsame Ausübung von eigenständigen Zuständigkeiten abzielen.

B.11. Was das Gebiet des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt betrifft, ist zu bemerken, daß bei der Einführung des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 über die Interkommunalen der Nationalgesetzgeber immer noch für die Festlegung des Ressorts zuständig war, unbeschadet des Auftretens des Ministerialausschusses der Brüsseler Region kraft des Gesetzes vom 20. Juli 1979 und dessen Durchführungserlasse, im vorliegenden Fall namentlich des Königlichen Erlasses vom 6. Juli 1979 (IX) zur Abgrenzung der Angelegenheiten bezüglich der Organisation der nachgeordneten Behörden, wo eine unterschiedliche Politik gerechtfertigt ist.

Seit der Einführung des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 bezüglich der Brüsseler Institutionen obliegt das Regeln der Festlegung des Ressorts der Interkommunalen den zuständigen Organen der Brüsseler Hauptstädtischen Region.

Dies bedeutet, daß Artikel 8, Absätze 2 und 3 bei der Verabschiedung nicht mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet war, soweit er auf die Gemeinden des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt Anwendung findet.

*Was die Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen betrifft*

B.12. Zwecks Gewährleistung der Rechtssicherheit wäre es angebracht, die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum Zeitpunkt der Veröffentlichung des vorliegenden Urteils im *Belgischen Staatsblatt* aufrechtzuerhalten, mit Ausnahme jener, die die Angelegenheit betreffen, die zum Urteil Nr. 5/91 vom 26. März 1991 in präjudizieller Sache geführt hat.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

erklärt Artikel 8, Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 über die Interkommunalen für nichtig, außer :

1. soweit er für eine Gemeinde gilt, die entscheiden sollte, für ihr gesamtes Gebiet eine Tätigkeit von kommunalem Interesse einer einzigen Regie anzuvertrauen;

2. soweit er sich auf Gemeinden bezieht, die zum Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt gehören; hält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum Zeitpunkt der Veröffentlichung des vorliegenden Urteils im *Belgischen Staatsblatt* mit Ausnahme derjenigen, die sich auf die Angelegenheit beziehen, welche zum Urteil Nr. 5/91 geführt hat.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 9. Juli 1992.

Der Kanzler,  
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,  
J. Wathelet.